

Congo-Kinshasa, 8 Juillet 2010 — Auteur de plusieurs abus à l'égard des enfants, notamment pendant les rafles nocturnes, la Police a besoin de réajuster son comportement vis-à-vis de ces être vulnérables. Pour l'aider à y parvenir, le Réseau des encadreurs des jeunes et enfants de la rue (REEJER), en partenariat avec la MONUSCO et l'ONG Save the children, a pris l'option de sensibiliser les officiers de la police à la loi portant sur la protection des droits de l'enfant.

Ces derniers vont, à leur tour, transmettre les acquis à leurs bases respectives. L'activité est inscrite dans le cadre de l'«opération zéro enfant de la rue dans la ville de Kinshasa » lancée il y a peu par le gouvernement provincial.

C'est dans ce cadre qu'une journée de sensibilisation a été organisée le mercredi 7 juillet 2010 au Camp Lufungula dans la commune de Lingwala. Selon le coordonnateur de REEJER, M. Rémy Mafu, le souci est que tous les enfants qui se retrouvent dans la rue regagnent leurs familles respectives. Car dans la rue, ils sont exposés à la maladie, aux viols, aux rafles, etc. Il a estimé que, pour atteindre cet objectif, la police doit être impliquée en tant que garant de la sécurité des personnes et de leurs biens.

Il a également noté le succès enregistré dans le cadre de l'opération zéro enfant de la rue dans la mesure où les enfants de la rue n'ont pas été nombreux lors des festivités du 30 juin. Il a également réitéré l'engagement du REEJER à se mettre autour d'une table avec la police pour résoudre les problèmes de ces enfants. Au nom de Save the children, Mme Léonie Kahigiwa a noté la préoccupation de cette ONG sur la situation des enfants en rupture familiale.

Elle a rappelé leur programme dont l'objectif est de réduire sensiblement ce genre d'enfants dans la société congolaise. Elle a émis le vœu de voir la séance de sensibilisation aboutir au respect des droits de l'enfant en RDC.

Pour sa part, le chargé de la section enfant de la Monusco a rassuré les officiers de la police de l'importance que leur accorde cette agence onusienne. Et ce, parce que la Monusco ne peut rien faire sans la contribution de la police qui leur permet, notamment d'obtenir des renseignements nécessaires pour mener les actions pour autant qu'elle est plus proche de la population.

L'inspecteur provincial adjoint, a reconnu que la police, en tant que premier protecteur de la population, mérite d'avoir des connaissances sur la loi portant protection de l'enfant pour

adopter un comportement adéquat devant ce dernier.

Il convient de souligner que, par la même occasion, les enfants des policiers du camp ont également bénéficié d'un cours sur leurs droits.